

Pierre-Antoine
DONNET

**QUAND LA CHINE
ACHÈTE LE MONDE**



Éditions
Philippe Picquier

Pierre-Antoine Donnet

QUAND LA CHINE
ACHÈTE LE MONDE



*Éditions
Philippe Picquier*

© 2018, Editions Philippe Picquier

Mas de Vert
B.P. 20150
13631 Arles cedex

www.editions-picquier.fr

En couverture : © Welcome Welcome – Hamburger by Luo Brothers

Conception graphique : Picquier & Protière

Mise en page : M.-C. Raguin, www.adlitteram-corrections.fr

ISBN : 978-2-8097-1317-6

SOMMAIRE

Introduction.....	7
1. L'ouverture fulgurante de la Chine depuis 1978	17
2. Un état des lieux de l'économie et de la politique chinoises	23
3. L'émergence d'une classe moyenne.....	39
4. Des achats immobiliers remarquables bien que discrets	47
5. La colonisation économique de l'Afrique	55
6. La Chine s'introduit en Amérique latine.....	61
7. Le couple infernal sino-américain.....	65
8. L'Europe, première cible des investissements chinois	77
9. La France intéresse tout particulièrement la Chine	89

10. Dans le collimateur, l'Asie	101
11. Pékin et le sport business.....	113
12. La direction chinoise veut freiner les acquisitions	125
13. La dépendance de l'économie chinoise	137
14. L'essor du tourisme, le rachat du Club Méditerranée	147
15. Amazon et Alibaba, un match de géants.....	155
16. Les acquisitions étrangères en Chine	157
Conclusion	161
Remerciements	169

INTRODUCTION

Il est des retournements de situation proprement extraordinaires dans l'Histoire. Il en va ainsi de l'histoire contemporaine de la Chine comparée à celle du Japon. Il y a vingt ans, on disait de ce dernier qu'il achetait le monde. Moins de trente ans après sa reddition à la fin de la guerre, le Japon s'était hissé au deuxième rang des nations industrielles. Ses investissements à l'étranger étaient partout : il rachetait les grandes usines occidentales, les châteaux en France, les tableaux de maître, les bons du Trésor américain. Le Japon avait accumulé des richesses colossales et les investissait dans le monde occidental. Des grands groupes nippons menaçaient des pans entiers de l'industrie occidentale.

Depuis, la grande roue de l'Histoire a tourné. Le Japon est aujourd'hui empêtré dans des difficultés économiques. Il n'achète plus guère le monde. Son Premier ministre multiplie les plans de relance, mais rien n'y fait. Le Japon a cédé la place de deuxième puissance économique à la Chine, qui à son tour s'est mise à acheter, partout sur la planète, de l'industrie automobile, des aéroports et des ports, des terres agricoles, des grands vins de Bordeaux, de la dette américaine, des grandes équipes de sport...

Elle a littéralement opéré une colonisation économique de l'Afrique qui devient progressivement sa chasse gardée aux dépens de la France et des autres puissances occidentales.

La Chine, qui n'était qu'un pays pauvre depuis l'avènement du maoïsme et où les famines n'étaient pas rares, a depuis quarante ans, d'abord sous Deng Xiaoping, puis avec ses successeurs, opéré un essor économique fulgurant auquel personne n'aurait cru à l'époque.

Assise sur des réserves de change colossales de plus de 3 000 milliards de dollars, la Chine est aux aguets pour acheter ce qui est à vendre dans tous les secteurs des économies occidentales. La liste est longue des rachats d'entreprises par ce nouveau géant et l'on voit désormais une classe moyenne devenir une classe de consommateurs relativement riches (toutes proportions gardées).

La Chine est partie sans complexe à la conquête du monde, et ce dernier assiste, médusé, à cette reconversion étonnante que personne n'aurait pu prédire il y a quarante ans. Partout, les Chinois sont accueillis en sauveurs. Depuis 2000, les investissements chinois à l'étranger ont été multipliés par 40. Une boulimie qui ne connaît pas de limite géographique, ni sectorielle.

Ce mouvement a un nom en chinois : « Zouchuqu, 走出去 », c'est-à-dire « sortir des frontières », slogan lancé par les dirigeants du pays à la fin des années 2000. En même temps qu'elle inonde le monde de ses produits, la Chine est devenue l'atelier du monde, mais aussi le premier marché pour de nombreux produits de ses partenaires économiques. Il en va ainsi de l'automobile, l'aéronautique, les produits miniers et de bien d'autres secteurs de l'économie.

Après des taux de croissance supérieurs à 10 % pendant près de trois décennies, son moteur économique, devenu

le moteur de la croissance mondiale, a quelque peu ralenti autour de 6,5 à 7 %. La Chine est entrée dans un cycle de consolidation économique en profondeur.

Mais ne nous y trompons pas : le pays a encore de bonnes réserves de puissance. Ses dirigeants d'entreprises sont devenus des investisseurs avisés qui choisissent avec soin les rachats qu'ils opèrent dans le monde, en particulier dans le but de sécuriser les réserves de matières premières de la Chine. Ainsi, l'on voit naître un nombre toujours croissant de joint-ventures et des accords de coopération pour exploiter le sous-sol au Brésil, en Russie, au Kazakhstan.

Il est tout de même frappant de voir le président chinois Xi Jinping, invité en janvier 2017 au Forum économique mondial, la réunion annuelle de Davos, prendre le parti de la mondialisation. « Il faut “rééquilibrer” la mondialisation, mais il est “impossible” de l'arrêter », a déclaré le président chinois, mettant en garde contre des « guerres commerciales », dans un discours ciselé pour dépeindre Pékin en défenseur du libre-échange face à un Donald Trump isolationniste. Le monde à l'envers. Devant 3 000 dirigeants économiques et politiques de la planète réunis dans la station de ski helvète, le chef de l'Etat chinois continue : « Que cela plaise ou non, l'économie mondiale est le grand océan auquel on ne peut échapper. Toute tentative de stopper les échanges de capitaux, technologies et produits est impossible et à rebours de l'histoire », a-t-il insisté. Autant de piques visant implicitement Donald Trump : le milliardaire américain qui s'est installé fin janvier 2017 à la Maison Blanche est vent debout contre la mondialisation libérale accusée de détruire des emplois américains. Le protectionnisme, c'est « comme s'enfermer dans le noir », a raillé Xi Jinping, avertissant que « personne ne sortirait

vainqueur d'une guerre commerciale ». Que de chemin parcouru par la Chine au travers de ces propos.

Ce tournant ne manque pas de piquant : la Chine dirigée par le Parti communiste prêche pour le libre-échange et la mondialisation, quand les Etats-Unis, place forte du capitalisme, sous la houlette de Donald Trump, affichent des penchants protectionnistes ! « Il y a un siècle, un homme appelé Lénine était tout près d'ici, à Zurich, en train de préparer une révolution mondiale. Cent ans plus tard, nous voyons le dirigeant du premier parti communiste du monde venir au plus gros rassemblement du capitalisme mondialisé pour vanter les mérites de la mondialisation », déclarait à Davos l'ancien Premier ministre suédois Carl Bildt, un habitué de Davos. « Lénine est bien mort », ajoutait-il.

Il faut aussi modérer les déclarations de Xi Jinping dont c'était la première apparition à Davos. Est-ce un numéro d'illusionnisme ? En vantant les mérites de la mondialisation, le président chinois a enthousiasmé Davos, mais en réalité Pékin poursuit une politique peu favorable aux firmes étrangères, soulignent les experts et les entreprises.

« Brillant », « sage », « mesuré », « très encourageant » : dans les allées de Davos, les épithètes flattant le chef de l'Etat chinois se sont multipliées. Mais quelques heures plus tard, la Chambre de commerce américaine à Pékin faisait retentir un autre son de cloche. Plus de 80 % des entreprises américaines consultées jugent que la deuxième économie mondiale est « moins favorable » qu'un an auparavant aux firmes étrangères ; 55 % estiment recevoir un traitement inéquitable par rapport à leurs concurrentes chinoises. « Un nombre croissant d'entreprises réduisent leurs investissements en Chine ou les dévient ailleurs », notamment en raison « d'inquiétudes

grandissantes sur les barrières commerciales et l'environnement réglementaire », note la Chambre de commerce.

Guère surprenant : la résolution de Pékin d'ouvrir son marché « s'est détériorée » depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2012, il y a même « régression », commente Willy Lam, professeur à l'université chinoise de Hong Kong. « C'est ironique et contradictoire¹ » de faire de Xi un chantre de la mondialisation, a-t-il indiqué à l'AFP. Ces dernières années, le gouvernement chinois n'a cessé de renforcer les groupes étatiques, d'intensifier les contrôles sur les mouvements de capitaux, de mener campagne contre les « idées occidentales » et de durcir la censure sur Internet.

Les liens entre les entreprises privées chinoises et l'Etat chinois sont très étroits, comparés aux liens analogues dans les pays capitalistes, même quand l'Etat n'est pas actionnaire. En Chine, un groupe d'Etat est entièrement contrôlé par le gouvernement, en particulier dans ses décisions d'acquisition à l'étranger.

Des pans entiers de l'économie chinoise, dominés par des groupes d'Etat ou dans lesquels la Chine veut favoriser des « champions nationaux », restent fermés aux sociétés étrangères, ou bien ces dernières sont contraintes de s'associer à des firmes locales. Alors même que les entreprises chinoises multiplient les acquisitions en Europe et en Amérique dans tous les domaines. « La mondialisation, cela ne signifie pas simplement exporter et racheter des actifs à l'étranger », grince le président de la Chambre de commerce américaine à Pékin, William Zarit. « Pour Pékin, l'Europe est un plantureux banquet à profusion, tandis qu'à nous la Chine réserve quelques plats, une soupe et basta », a également ironisé en septembre 2016

1. AFP, avril 2017.

Joerg Wuttke, président de la Chambre de commerce de l'Union européenne à Pékin.

La Chine « est engagée dans l'exercice de contrôle des capitaux le plus sophistiqué et le plus vaste du monde », soulignait-il. Pour enrayer de colossales fuites de capitaux, Pékin serre la vis aux échanges de devises, imposant des plafonds drastiques. La Chine pointait en 2016 au 84^e rang planétaire du classement de la Banque mondiale sur le climat des affaires, derrière l'Arabie saoudite et l'Ukraine. Elle est même avant-dernière dans un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur l'ouverture aux investissements étrangers. En sus d'innombrables limites à l'installation de firmes et résidents étrangers sur son sol, Pékin impose une taxe moyenne de 9,6 % aux produits issus de pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), alors qu'elle est en moyenne de 3,5 % aux Etats-Unis.

Sur un autre plan, comment se fait-il que la Chine ait choisi de donner le maximum de publicité aux opérations de sauvetage dans les économies du sud de l'Europe ? « Pékin tire de ces opérations un bénéfice politique maximal et peut s'attendre à ce que ces pays adoptent des positions diplomatiques conformes à ce que veut la Chine », souligne François Godement, grand expert de l'Empire du Milieu.

C'est ainsi que le dalaï-lama, bête noire de Pékin, ne rencontre plus guère de dirigeants politiques dans les pays où il se rend. Les pressions chinoises sont fortes et efficaces. Il n'y avait guère que les Etats-Unis de l'administration Obama pour résister à ces pressions et dénoncer haut et fort les abus à propos des droits de l'homme en Chine et au Tibet. Les Etats ont trop peur d'affronter l'ire des autorités chinoises.

En même temps, la Chine est devenue une destination recherchée pour les entreprises occidentales alléchées par la perspective de produire sur place à bas coûts. Depuis 2010, plus de la moitié des exportations chinoises avaient pour origine des entreprises étrangères ou des joint-ventures sur le sol chinois. Cependant, la compétitivité de la Chine est en danger avec la hausse des salaires et des conditions sociales. En 2010, le salaire minimum chinois a progressé de 24 %.

L'enrichissement de la population chinoise devient le moteur de la croissance, laquelle est de plus en plus conditionnée par la consommation intérieure.

Comment faire face à cette déferlante chinoise ? A l'instar des autorités américaines, les pouvoirs publics européens entendent désormais contrôler les investissements chinois. Au risque de paraître protectionnistes aux yeux du monde.

Mais l'opulence chinoise n'est pas sans limites. Son économie va désormais croître plus lentement. Une menace démographique pèse sur le pays, malgré sa population de 1,3 milliard d'hommes et de femmes. Etrange paradoxe dans le pays le plus peuplé du monde, il manque déjà de bras pour faire tourner ses usines. Raison pour laquelle la politique de l'enfant unique a été assouplie en 2015 à deux enfants maximum par famille.

La croissance du PIB chinois en 2016 a certes été de 6,7 %, mais il faut pondérer ce résultat. Tout d'abord, le ralentissement a commencé en 2015. Les prix sortie d'usine progressent à un rythme inédit depuis cinq ans, de bon augure pour la demande, et la production industrielle comme manufacturière a accéléré en 2016. D'autre part, les prix de l'immobilier continuent de flamber. Les grandes métropoles ont vu le prix du mètre carré neuf s'envoler de 40 % sur un an dans certaines villes. Les

Chinois plébiscitent la pierre faute d'autres investissements rémunérateurs.

Comme on le verra plus loin, le colosse chinois est peut-être un géant aux pieds d'argile. Avec les salaires qui grimpent, les coûts de production des usines chinoises s'élèvent d'autant. On assistera peut-être d'ici dix ou vingt ans à une stabilisation de la croissance chinoise et à un ralentissement de ses achats à l'étranger.

2017 s'annonce difficile en termes de croissance. « On peut prévoir un douloureux contrecoup du marché immobilier, qui plombera la croissance », déclare l'économiste Brian Jackson, analyste d'IHS Market. Un panel d'experts économistes interrogés par l'AFP prévoyait une croissance de 6,5 % en 2017. Pourtant, quelques inconnues pourraient bousculer les pronostics, à commencer par Donald Trump. Le président des Etats-Unis promet rabais d'impôts et investissements dans les infrastructures. « Autant de mesures susceptibles de dopper la demande américaine et d'avoir des retombées positives pour le commerce chinois », estime Eva Yi, de CICC. D'autant que la dépréciation du yuan (qui a plongé de 7 % en 2016 face au dollar) pourrait devenir favorable, après un plongeon des exportations chinoises en 2016. « Mais l'accroissement des incertitudes (politiques) et le risque de restrictions douanières (imposées par Donald Trump) devraient enrayer les exportations », tempère Louis Kuijs, d'Oxford Economics.

Surtout, la conjoncture demeure précaire en 2017 : l'industrie chinoise est plombée par des surcapacités et hantée par des sociétés étatiques surendettées, des « zombies » sous perfusion gouvernementale, tandis que les fuites de capitaux s'intensifient. Certes, Pékin vante ses efforts de rééquilibrage, en dopant la consommation intérieure, les nouvelles technologies et les services et en restructurant les sociétés d'Etat.

Le premier trimestre 2017 a néanmoins enregistré une croissance inattendue de 6,9 %, le géant asiatique enregistrant par ailleurs un net renforcement de sa production industrielle en mars 2017, sur fond de boom continu des investissements dans les infrastructures et la construction. Le produit intérieur brut (PIB) de la deuxième économie mondiale sur les trois premiers mois de l'année, dévoilé par le Bureau national des statistiques (BNS) s'est établi au-delà des attentes du panel de seize experts sondés par l'AFP. Le régime communiste vise pour sa part une croissance pour 2017 « d'environ 6,5 % ». « L'économie nationale a maintenu au premier trimestre sa dynamique de développement robuste », s'est félicité le BNS, faisant état de « transformations positives qui se sont affirmées ces derniers mois, aboutissant à des indicateurs meilleurs que prévus ». Un euphémisme : les différentes statistiques publiées témoignent d'une embellie beaucoup plus radieuse qu'attendu. La production industrielle a gonflé de 7,6 % sur un an en mars 2017, marquant une accélération spectaculaire après une hausse de 6,3 % pour janvier-février et s'établissant très au-delà du chiffre de 6,3 % qu'escomptaient les analystes sondés par Bloomberg News.

1. L'OUVERTURE FULGURANTE DE LA CHINE DEPUIS 1978

C'est l'avènement de Deng Xiaoping à la tête du pouvoir à Pékin qui marqua le virage sur l'aile idéologique de la Chine. Le souvenir de la funeste Révolution culturelle et ses dix années d'exactions à travers le pays (1966-1976) était encore frais dans toutes les mémoires. Mais Mao Tsé-toung était mort en septembre 1976 et la Bande des quatre (accusés d'être à l'origine de la Révolution culturelle) dirigée par Jiang Qing, la veuve de Mao, était sous les verrous. Le procès de la Bande des quatre fut télévisé en direct pour bien marquer les esprits et faire comprendre aux Chinois que l'ère de la Révolution culturelle était révolue pour de bon.

Autre choc émotionnel : la visite de Deng Xiaoping aux Etats-Unis en 1979, retransmise à la télévision chinoise avec le Petit Timonier coiffé d'un chapeau de cow-boy, tout sourire. La Chine découvrait, abasourdie, le retard économique énorme pris sur l'Amérique. Deng Xiaoping avait été l'année précédente sélectionné comme l'homme de l'année par le magazine *Time*.

Deng Xiaoping lança également en 1978 la campagne des Quatre Modernisations (industrie et commerce, éducation, organisation militaire et agriculture). Les

Chinois se mirent au travail et la Chine devint progressivement l'atelier du monde avec une industrialisation éclair, à la faveur de réformes économiques inédites. Les villes se développèrent à une vitesse ultrarapide.

Deux slogans de Deng Xiaoping ont marqué les esprits à cette époque : « Qu'importe que le chat soit blanc ou noir, du moment qu'il attrape la souris c'est un bon chat » et « Il est glorieux de s'enrichir ». Habités aux slogans idéologiquement marqués à la gloire de Mao Tsé-toung caractérisés par un culte de la personnalité effréné, les Chinois n'en revenaient pas du changement drastique opéré par la haute hiérarchie du pays. Il n'était pas question et il n'a jamais été question de remettre en cause la suprématie du Parti communiste et la dictature du prolétariat, mais sur le plan économique les Chinois pouvaient désormais basculer dans la société de consommation. S'enrichir : une nouvelle classe de dirigeants d'entreprises émergea avec pour objectif affiché de faire fortune.

L'effet fut immédiat. Dans une sorte de catharsis, les Chinois prirent le chemin de la libéralisation économique, baptisée « socialisme aux couleurs de la Chine ». Les paysans purent disposer d'un lopin de terre privé, et les entrepreneurs purent se lancer dans des activités économiques et commerciales.

En même temps, la Chine allait s'ouvrir sur le monde. Grâce à une réforme de la politique des visas au début des années 1980, les touristes étrangers purent par dizaines de millions visiter l'Empire du Milieu, tandis que sur un autre plan les nouveaux hommes d'affaires chinois faisaient fructifier leurs entreprises, grandes ou petites. L'ouverture de la Chine sur le monde extérieur eut un effet considérable sur l'économie chinoise.

En Chine, les syndicats n'existent pas ou sont à la botte des chefs d'entreprise. Si bien que c'est une nouvelle